

NOTRE SANTE EN DANGER

Socle commun

L'accès aux soins de proximité

Ce que nous voulons :

- l'accès aux soins pour toutes et tous, partout et à tout instant.

Ce que nous refusons:

- toutes les mesures qui tendent à la sélection, à la stigmatisation et à l'exclusion des patient-es,
- les franchises et autres forfaits,
- les dépassements d'honoraires,
- le déremboursement des médicaments,
- les restrictions croissantes sur les Affections de Longue Durée (ALD) telle que l'hypertension artérielle sévère,
- les restrictions sur la Couverture Maladie Universelle (CMU) et l'Aide Médicale d'Etat (AME).

Un service public présent partout et efficace

Ce que nous voulons:

- un système public de santé (incluant les soins primaires, la prévention, l'information, la lutte en amont contre les causes des maladies), un secteur médico-social et social public et associatif, développés partout, dotés de moyens suffisants pour répondre aux besoins de toutes les populations présentes sur le territoire, y compris les immigrés, avec ou sans papiers,
- un service public de l'hébergement d'urgence et du logement, sans conditions d'accès ni restrictions aucune, pour un droit universel,
- un secteur hospitalier public assurant l'accès à des soins de qualité et de proximité en coordination avec l'ensemble des professionnel-les de santé et toutes les parties concernées,
- le maintien et le développement des structures de proximité: centres de santé, centres d'IVG, centres médico-psychologiques, centres d'accueil d'urgence ...,
- un plan d'urgence pour la médecine scolaire, la médecine du travail et la Protection Maternelle et Infantile (PMI),
- un secteur psychiatrique public coordonnant et assurant la continuité des soins,
- un vaste plan de formation initiale et continue dans le sanitaire et le social sous responsabilité publique sans numerus clausus,
- l'augmentation du nombre de professionnel-les de la santé et du social, qualifié-es et rémunéré-es en conséquence et un recrutement à la hauteur des besoins,
- l'exigence d'une répartition équilibrée des professionnel-les sur tout le territoire,
- une recherche publique indépendante,
- une politique publique du médicament intégrant la recherche, la production et le contrôle.

Ce que nous refusons:

- la dégradation de la qualité des soins,
- les suppressions d'emplois, les suppressions d'activités, les fermetures de services, les regroupements autoritaires dans tous les secteurs de la santé, du médico-social et du social,
- le démantèlement de la psychiatrie publique et toute instrumentalisation sécuritaire de celle-ci,
- l'application de critères de rentabilité financière à l'hôpital

et dans tous les établissements,

- la privatisation des activités et des établissements,
- les partenariats public-privé.

Un financement solidaire

Ce que nous voulons:

- une protection sociale solidaire, ouverte à toute la population,
- la réaffirmation du principe « chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins »,
- la prise en charge des soins, de la perte d'autonomie et de la prévention à 100% par la sécurité sociale avec tiers payant intégral,

Ce que nous refusons:

- tout transfert de prestations de l'assurance-maladie obligatoire vers les complémentaires/assurances privées,
- les exonérations de la part patronale des cotisations sociales,
- les enveloppes budgétaires fermées, le paiement à l'acte et la tarification à l'activité (T2A).

La démocratie

Ce que nous voulons:

- des lieux d'expression des besoins, d'élaboration et de suivi des projets, au plus près des populations associant citoyens-nes/usager-ères, professionnels-les, élus-es, sur un plan d'égalité,
- une réelle représentativité des citoyens-nes/usager-ères, des personnels et des élus-es dans les instances décisionnelles à tous les niveaux,
- le retour à l'indépendance de la Sécurité Sociale avec l'élection de ses administrateurs-trices.

Ce que nous refusons:

- le tout pouvoir autoritaire des Agences Régionales de Santé et de la Haute Autorité de Santé,
- les nouvelles gouvernances,
- le découpage arbitraire des territoires de santé
- les concentrations hospitalières et médico-sociales.

C'est pour tout cela que nous exigeons :

- l'arrêt immédiat de toutes les fermetures et restructurations contraires aux besoins de la population,
- une loi de Santé Publique démocratiquement élaborée prenant en charge les besoins de santé de la population sur tout le territoire
- une loi spécifique pour le secteur de psychiatrie publique

Nous nous opposons :

- à la « loi de modernisation du système de santé » et demandons l'abrogation de la loi Hôpital Patient Santé Territoire (HPST) dont elle est l'aggravation,

Nous nous engageons :

- à la reconquête d'une Sécurité Sociale indépendante et solidaire



ALERTE SUR LA SANTE !

Depuis des années les suppressions de lits, les fermetures de maternités, de services et d'hôpitaux, la diminution des personnels médicaux et paramédicaux, mettent en péril l'accueil et le soin des patientes en milieu hospitalier.

Depuis des années, la pénurie organisée des personnels de santé, médecins, orthophonistes, kinésithérapeutes..., les restructurations des structures publiques de santé et du médico-social créent de véritables déserts sanitaires.

Depuis des années, les franchises (consultations, médicaments...), les dépassements d'honoraires, la multiplication des frais annexes (parking, chambre seule, hôtel...) font que la santé coûte de plus en plus cher à tout un chacun.

Depuis des années on nous persuade que la Sécurité sociale n'est pas la marque d'une avancée considérable dans la vie de chacune, mais un immense gouffre financier : gouffre creusé essentiellement par les exonérations de cotisations, sans contrepartie aucune et par les fraudes des plus grosses entreprises

Aujourd'hui, le gouvernement poursuit la politique d'étranglement financier de l'hôpital public et les fermetures de lits et de services hospitaliers.

Aujourd'hui, le gouvernement préconise le développement de l'ambulatoire avant tout pour des raisons d'économies alors même que se développe la pénurie de professionnelles de santé en ville.

Aujourd'hui, le gouvernement s'appuie sur la dégradation de notre système public de santé, pour préconiser une « refonte en profondeur », comprenez privatisation et rentabilisation.

Aujourd'hui, nous sommes arrivés à un point de rupture. Les usagers les personnels doivent se faire entendre pour défendre une politique de santé publique qui réponde aux besoins et qui ne soit plus guidée uniquement par la rentabilité et l'austérité, parce que la santé est un droit et pas une marchandise.

**1,6 milliards
de coupes budgétaires
pour l'hôpital public
en 2018.**

Exemples

Hôpitaux menacés :
Juvisy, Longjumeau, Orsay, Garches, Jean Verdier
...

Maternités fermées en 2017:
Apt, Decazeville, Die, Cosne-sur-Loire, Oloron Roubaix, Saint-Jean-D'angély, Villefranche-de Rouergue...

Maternités menacées en 2018:
Bar-le-Duc, Bernay, Creil, Pithiviers, Hyères, Clermont-de-l'Oise, Saint-Chamond, Châteaudun, Saint-Claude,...

Services d'urgence menacés en 2018:
Carmaux, Clamecy, Condom, Decize, Gray, Moûtiers, Paimpol, Tonnerre, ...

**Aujourd'hui, défendre la santé et l'accès aux soins,
doit être l'affaire de toutes et tous,
personnels et usageres**